



---

**Commission économique pour l'Europe****Comité directeur des capacités  
et des normes commerciales****Première session**

31 août-2 septembre 2015

Point 4 de l'ordre du jour provisoire

**Programme de travail****Plan pour la mise en œuvre du programme de travail  
pendant l'intersession***Résumé*

Le présent document expose le plan d'exécution des activités qui relèvent du Comité directeur des capacités et des normes commerciales et qui seront menées entre ses sessions annuelles de 2015 et 2016.

Le présent document rend compte des activités menées par le Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation (WP.6) et le Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles (WP.7), y compris des réunions et des projets d'assistance technique. Il évoque également les activités liées aux études dictées par la demande (financées au moyen de ressources extrabudgétaires) qui indiquent les obstacles procéduraux et réglementaires au commerce dans les États membres.

Les délégations sont invitées à examiner le présent document en vue de l'approuver.



## I. Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation (WP.6)

Le secrétariat du Groupe de travail des politiques de coopération en matière de réglementation et de normalisation (WP.6) organisera la vingt-cinquième réunion annuelle du Groupe de travail les 2 et 3 décembre 2015 à Genève (Suisse), ainsi que la réunion annuelle de son Bureau en mai 2016 et que la réunion annuelle de l'Équipe de spécialistes de la normalisation et des techniques de réglementation (Équipe « START »), au deuxième semestre de 2016 à Prague.

La réunion de l'Équipe « START » rassemblera des membres des quatre initiatives sectorielles (matériel de télécommunications, engins de terrassement, équipements utilisés en milieu explosif et sécurité des conduites d'hydrocarbures) en vue de revoir le « Modèle international pour une harmonisation technique fondée sur de bonnes pratiques de réglementation » adopté en 2001 en tant que recommandation L.

Le secrétariat organisera également des séminaires en ligne pour faire avancer les travaux de l'équipe chargée de la réduction des risques de catastrophe, du Groupe consultatif de la surveillance des marchés (Groupe « MARS ») et du Groupe d'experts de la gestion du risque. On trouvera ci-dessous la liste des séminaires en ligne prévus pour la période située entre les réunions annuelles de 2015 et 2016 du Comité directeur des capacités et des normes commerciales (ci-après, le Comité directeur).

<i>Date</i>	<i>Objectifs</i>	<i>Participants</i>
<b>Équipe chargée de la réduction des risques de catastrophe</b>		
2 séminaires (février et mars 2016)	Organisés en collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (UNISDR), en vue de promouvoir l'intégration des normes internationales d'évaluation des risques de catastrophe dans les réglementations nationales <sup>1</sup> .	UNISDR, Comité technique de la sécurité sociétale de l'Organisation internationale de normalisation (ISO) (ISO/TC 223) et membres du Groupe d'experts de la gestion du risque.
<b>Équipe « MARS »</b>		
2 séminaires (mars et avril 2016)	Promouvoir l'adoption d'une approche intégrée cohérente de la surveillance des marchés fondée sur les pratiques optimales et les normes internationales, l'accent étant mis sur les meilleures pratiques de lutte contre les marchandises ne répondant pas aux normes et les marchandises de contrefaçon.	Autorités responsables de la surveillance des marchés des États membres de la CEE.

<sup>1</sup> Les activités menées récemment dans ce domaine sont l'organisation d'une séance consacrée aux normes en matière de réduction des risques de catastrophe au cours de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes de Sendai (Japon) (<http://www.wcdrr.org/conference/events/885>) et la publication du document « Resilience to disasters for sustainable development » qui regroupe les travaux de différentes divisions de la CEE en un outil didactique global à l'usage des décideurs et des responsables de la réglementation.

<i>Date</i>	<i>Objectifs</i>	<i>Participants</i>
<b>Groupe d'experts de la gestion du risque</b>		
3 séminaires (février, mai et juin 2016)	Élaborer des lignes directrices et des pratiques optimales concernant l'établissement de cadres réglementaires de lutte contre les risques auxquels les consommateurs, les citoyens et les sociétés sont exposés <sup>2</sup> .	Liste d'experts en mai 2014: <a href="http://www.unece.org/fileadmin/DAM/trade/wp6/AreasOfWork/RiskManagement/ListOfMembers_May2014.pdf">http://www.unece.org/fileadmin/DAM/trade/wp6/AreasOfWork/RiskManagement/ListOfMembers_May2014.pdf</a>

Les 2 et 3 novembre 2015, le secrétariat du WP.6 organisera avec la Commission électrotechnique internationale (CEI) et l'ISO une conférence sur le thème « Utiliser et référencer les normes ISO et CEI à l'appui des politiques gouvernementales ». La conférence comprendra un atelier de formation au référencement des normes dans la réglementation et à l'utilisation des normes à l'appui d'une concrétisation réussie des engagements au niveau mondial (objectifs en matière de durabilité, de résilience et de développement, par exemple).

De plus, en sa qualité d'Observateur permanent auprès du Comité des obstacles techniques au commerce de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le secrétariat du WP.6 participera à toutes les réunions du Comité afin de lui donner des informations à jour sur les activités du Groupe de travail et les nouveaux besoins des États membres de la CEE en transition ou en développement.

Le secrétariat participera également à l'atelier de World Standards Cooperation prévu pour les 1<sup>er</sup> et 2 décembre 2015 et qui sera consacré à des questions d'actualité relevant de l'évaluation de la conformité comme la sécurité des produits, la performance, l'efficacité énergétique et les produits d'imitation ou de contrefaçon. Il participera aussi à la quinzième réunion annuelle du Réseau d'assistance en métrologie, accréditation et normalisation à l'intention des pays en développement pendant laquelle les participants d'organisations concernées des pays les moins avancés (PMA) recevront une formation relative à des questions d'actualité.

Le secrétariat sera en outre présent à la quarante-huitième réunion annuelle du Conseil eurasiatique de normalisation, de métrologie et de certification (EASC), prévue pour le deuxième semestre de 2016. Ces réunions portent sur des sujets très divers dans les domaines ci-après: activités de développement en matière de réglementation technique, de normalisation, d'assurance qualité en métrologie, d'évaluation de la conformité et d'accréditation tenant compte de l'expérience internationale et européenne, d'application des technologies modernes d'information dans les travaux de normalisation au niveau régional, d'échange de documents d'information et de documents normatifs entre les organisations internationales et des organismes nationaux des membres de l'EASC, d'interactions avec les organisations internationales et régionales dans le domaine de la réglementation technique, de la normalisation, de la métrologie, de l'évaluation de la conformité et de l'accréditation.

<sup>2</sup> Le Groupe a adopté deux recommandations: « Gestion du risque dans les cadres réglementaires » (recommandation R) et « Gestion des crises dans un cadre réglementaire » (recommandation P). En 2012, il a publié un ouvrage intitulé « Risk Management in Regulatory Frameworks : Towards a Better Management of Risks ».

## II. Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles (WP.7)

Le secrétariat du Groupe de travail des normes de qualité des produits agricoles (WP.7) organisera la soixante et onzième session du Groupe qui se tiendra du 2 au 4 novembre 2015 à Genève (Suisse) et comprendra une conférence sur la traçabilité des produits agricoles/alimentaires, le 3 novembre.

Le secrétariat organisera également cinq réunions entre les réunions annuelles du Comité directeur de 2015 et 2016, dont la liste figure ci-dessous, en vue de soutenir l'élaboration de normes de qualité des produits agricoles.

<i>Réunion</i>	<i>Date</i>
Section spécialisée de la normalisation de la viande : séminaire du 28 septembre sur la viande – La certification de la sécurité alimentaire par des entités privées et les normes internationales d'organismes publics	28-30 septembre 2015
Section spécialisée de la normalisation des plants de pommes de terre	29 février-2 mars 2016
Section spécialisée de la normalisation des fruits et légumes frais	18-21 avril 2016
Section spécialisée de la normalisation des produits secs et séchés	23-26 mai 2016
Section spécialisée de la normalisation de la viande	27-29 juin 2016

Le secrétariat travaille avec des experts à l'établissement de la version finale d'une brochure explicative sur les kakis, qui paraîtra en anglais, en français et en russe d'ici à la fin de 2015.

Les activités d'assistance technique prévues seront menées dans le cadre du projet financé par le Compte de l'ONU pour le développement en vue de renforcer la capacité des pays en transition et des pays en développement de participer à des chaînes transfrontalières d'approvisionnement en produits alimentaires agricoles, qui a été lancé en septembre 2014 et est exécuté en collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) de l'ONU.

Ce projet, qui s'achèvera en décembre 2016, est destiné aux pays en transition et aux pays en développement de la partie occidentale des Balkans, de l'Asie centrale, de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est; il vise à renforcer leurs moyens d'améliorer la planification, la gestion et la réglementation des chaînes transfrontalières d'approvisionnement en produits alimentaires agricoles afin de rendre ces pays compétitifs et d'améliorer leur sécurité alimentaire.

Le projet consiste à renforcer la capacité nationale des pays ciblés d'utiliser les pratiques optimales, les outils et les instruments internationaux pour élaborer une stratégie intégrée permettant d'améliorer le commerce agricole et alimentaire transfrontière. Ainsi, les décideurs et les spécialistes se trouvent dans des conditions favorables pour développer les exportations grâce à une meilleure gouvernance, à de meilleures perspectives commerciales et au respect de la réglementation, notamment

par l'échange électronique d'informations, l'amélioration et la simplification des procédures et une meilleure qualité des produits agricoles.

Les pays ciblés ont été choisis en fonction de la demande, la priorité étant accordée aux PMA et aux pays en développement sans littoral des sous-régions concernées. Il s'agit, par sous-région, des pays ci-après :

- Partie occidentale des Balkans<sup>3</sup>: Albanie, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Serbie et ex-République yougoslave de Macédoine, ainsi que Kosovo<sup>4</sup>;
- Asie centrale: Kazakhstan, Kirghizistan, Tadjikistan, Turkménistan, Ouzbékistan;
- Asie du Sud: Bangladesh, Bhoutan, Inde, Maldives, Népal, Pakistan, Sri Lanka;
- Asie du Sud-Est: Brunéi Darussalam, Cambodge, Timor-Leste, Indonésie, République démocratique populaire lao, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Viet Nam, la priorité étant donnée aux PMA et aux pays en développement sans littoral de ces sous-régions.

Les activités visent les ministères d'exécution, les organismes gouvernementaux (services d'inspection alimentaire, administration douanière) ainsi que les associations professionnelles privées du secteur agro-alimentaire regroupant les producteurs ruraux et les intermédiaires pour les produits agricoles, les entreprises de logistique, les services de guichet unique et les entités chargées des services commerciaux dématérialisés. Il s'agit à la fois d'élaborer des supports de formation et d'orientation et d'organiser des activités de renforcement des capacités (formation théorique et pratique à l'analyse des processus commerciaux et des lacunes en la matière; mise en place et utilisation d'outils). Les nouveaux supports viseront essentiellement à aider les pays à évaluer les faiblesses de leurs chaînes d'approvisionnement en produits agricoles ainsi que les progrès récents en matière de pratiques optimales dans le domaine de la réglementation pour gérer les risques inhérents au commerce de produits agricoles. Il n'existe pas actuellement de support pédagogique spécialisé pour les normes de qualité des produits agricoles, la gestion des risques dans le commerce de produits agricoles et les certificats de conformité pour les pays qui cherchent à simplifier leurs processus et à améliorer leurs exportations agricoles en qualité et en quantité. Des études de cas et des analyses des processus commerciaux seront réalisées et des plans de mise en œuvre seront élaborés pour un pays pilote par sous-région. Les ateliers seront organisés à l'échelon sous-régional afin de favoriser un échange de pratiques optimales et de connaissances entre les décideurs et les sous-régions.

Dans l'exécution de ses activités, la CEE collaborera avec d'autres organisations et organismes compétents, comme la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Centre du commerce international, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC), ainsi qu'avec des organismes de donateurs bilatéraux et d'assistance technique. En outre, la CEE se chargera de mettre sur pied des réseaux d'experts sous-régionaux, régionaux et internationaux [avec l'aide, notamment, de la plate-forme du Réseau d'experts des Nations Unies pour le commerce sans papier en Asie-Pacifique (UNNext)] afin de garantir la continuité des projets au-delà de leur cycle de vie, puis de les connecter

<sup>3</sup> Pendant les ateliers sous-régionaux, il est possible qu'une collaboration avec les pays voisins, à savoir la Bulgarie et la Croatie, soit mise en place.

<sup>4</sup> Les mentions faites du Kosovo s'entendent dans le contexte de la résolution 1244 (1999) du Conseil de sécurité de l'ONU.

entre eux. On trouvera ci-après les activités prévues pour la période située entre les réunions annuelles de 2015 et de 2016 du Comité directeur.

#### 2015

Atelier sous-régional pour les pays d'Asie centrale sur le thème de la qualité, de la sécurité alimentaire, des processus commerciaux et des marchés des fruits à coque et des fruits séchés au sein des chaînes transfrontalières d'approvisionnement en produits alimentaires agricoles, qui se tiendra à Izmir (Turquie), du 1<sup>er</sup> au 3 juillet 2015.

#### 2016

- Un atelier sous-régional destiné aux pays de la partie occidentale des Balkans sur le thème des chaînes transfrontalières d'approvisionnement en produits alimentaires agricoles pour les fruits et les légumes frais (date et lieu à fixer);
- Un atelier sous-régional organisé par la CESAP à l'intention des pays ciblés d'Asie centrale (date et lieu à fixer);
- Un atelier régional sur les chaînes transfrontalières d'approvisionnement en produits alimentaires agricoles (pays ciblés, date et lieu à fixer).

### III. Études de pays sur les obstacles réglementaires et procéduraux au commerce

Le secrétariat est sur le point de réaliser deux études de pays sur les obstacles réglementaires et procéduraux au commerce en Albanie et en République de Moldova, à l'aide de la méthode d'évaluation de la CEE<sup>5</sup>. La première est financée sur le budget ordinaire, la seconde le sera par le Gouvernement suisse.

Ces études consisteront à faire une analyse systémique des obstacles réglementaires et administratifs au commerce dans le pays, ainsi qu'une analyse approfondie du commerce des produits agricoles susceptibles de bien s'exporter. Elles permettront de mettre en lumière les conséquences de ces obstacles pour les deux pays en matière de compétitivité et d'intégration dans la région.

Le suivi des études achevées consistera à aider les Gouvernements du Bélarus, du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan à mettre en œuvre les recommandations issues des études nationales, dans le cadre d'un projet d'assistance technique intitulé « Lever les obstacles réglementaires et procéduraux au commerce au Bélarus, au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan ».

La Fédération de Russie s'est dite prête à apporter son aide pour le projet qui, s'il est approuvé par le Comité exécutif de la CEE, sera exécuté au cours de la période allant du 1<sup>er</sup> août 2015 au 31 juillet 2017, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et l'UNNexT. Les activités menées dans le cadre du projet seront les suivantes:

- Élaborer des spécifications techniques pour une simplification et une harmonisation renforcées des données commerciales et de la documentation exigées au Bélarus (anglais et russe);

---

<sup>5</sup> Les études ont été lancées conformément à la demande du Gouvernement albanais au secrétariat datant du 15 juillet 2014 et du Gouvernement de la République de Moldova datant de septembre 2014.

- Mettre en place un contrôle national de la qualité, une politique d'assurance qualité et un plan d'exécution ainsi que la législation correspondante en vue de soutenir le Tadjikistan dans ses efforts visant à développer son commerce (anglais et russe);
- Élaborer une feuille de route pour la facilitation du commerce dans le pays en vue de soutenir le Kazakhstan dans ses efforts visant à développer son commerce (anglais et russe);
- Élaborer une feuille de route pour la facilitation du commerce dans le pays en vue de soutenir le Kirghizistan dans ses efforts visant à développer son commerce (anglais et russe);
- Organiser des ateliers de validation des documents d'orientation du Bélarus, du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan;
- Organiser des tables rondes sur la levée des obstacles réglementaires et procéduraux au commerce du Bélarus, du Kazakhstan, du Kirghizistan et du Tadjikistan qui se tiendraient à Genève (Suisse) pendant la session annuelle du Comité directeur.

---